

« En matière de transports, on est en rythme de croisière »

Depuis mardi dernier, Pierre Serne est le nouveau vice-président écologiste de la Région chargé des Transports. Il évoque pour Metro les nombreux chantiers qui l'attendent en 2012.

Vous avez été élu il y a une semaine vice-président aux transports en remplacement de Jean-Vincent Placé, parti au Sénat. Dans quel état d'esprit êtes-vous ?

Je me situe dans la continuité d'une politique lancée avec la majorité régionale. Il va se passer beaucoup de choses en 2012, comme le prolongement des lignes de tramway et de métro, le chantier de la ligne 14 vers Saint-Ouen ou le vote en février du plan de déplacements urbains qui s'imposera à toutes les collectivités à l'horizon 2020. En matière de transports, on est en rythme de croisière ascendant.

Vous allez porter le projet du Pass Navigo à tarif unique. Pouvez-vous en dire plus sur le coût du projet ?

Nous attendons le retour d'une étude fine pour le printemps, qui devra prendre en compte de nombreux paramètres qui font évoluer le chiffre. On reste sur la mise en œuvre d'un Pass Navigo à tarif unique à 64 euros environ à partir de janvier 2013. Ce qui est sûr, c'est que ça ne coûtera pas les 550 millions d'euros évoqués par l'opposition.

Pour financer votre tarification unique, vous comptez sur une nouvelle loi réformant le versement transports payé par les entreprises. Cela implique de battre la droite aux législatives de 2012. Peut-on faire reposer un projet sur un « coup de poker » politique ?

Tout le monde reconnaît qu'il faut modifier le versement transports. Toutes les collectivités sont confrontées à des problèmes de ressources. Maintenant, il est sûr qu'on aura plus de facilités à travailler avec un gouvernement de gauche. Sans attendre ces échéances, nous allons lancer en milieu d'année le dézouage les week-ends et les jours fériés ainsi que le 'complément de parcours' (l'utilisateur n'aura plus qu'à acheter un complément au-delà de la zone déjà achetée, NDLR).

Les élus Europe Ecologie-Les Verts (EELV) veulent remettre à plat la loi sur le Grand Paris en cas de victoire de la gauche aux législatives. Pourtant, comme vice-président aux transports, vous allez devoir porter ce projet de métro en rocade à 35 milliards d'euros...

Les critiques formulées par EELV portent notamment sur le flou qui entoure le financement de ce chantier de quinze ans. Il est temps que la Société du Grand Paris (SGP) sorte du bois et indique par où elle veut commencer. La Région prône de démarrer par le Sud et l'Est du métro automatique, alors que la SGP semble s'intéresser plutôt au Nord-Ouest. Comme vice-président, je porterai l'accord passé entre la Région et l'Etat, si ce dernier joue le jeu. En cas de victoire aux législatives, les élus EELV demandent l'abrogation de la loi sur le Grand Paris, mais cela ne signifie pas l'arrêt de l'ensemble du projet de transport Grand Paris Express.

Le renforcement de nombreuses lignes de bus a amené 20 millions de voyageurs supplémentaires en 2011. Etes-vous satisfait de cette évolution ?

Il y a ce qu'on prévoit pour dans quinze ans, et ce qu'on peut faire tout de suite, comme remplacer le matériel roulant pour les trains de banlieue et améliorer le réseau de bus. En 2011, le Stif a financé pour 12 millions d'euros d'offre nouvelle bus. Ce sont des évolutions discrètes qui consistent, par exemple, à rajouter deux heures de service le matin ou le soir ou encore le week-end. L'investissement est souvent de l'ordre de 200000 euros ou guère plus. Mais, mis bout à bout, cela améliore considérablement la vie quotidienne des Franciliens.